

FAIRE DE 2018 L'ANNEE DE GRANDS MOUVEMENTS SOCIAUX

Selon des politologues avertis et des commentateurs bien rôdés à se coucher et à accompagner la com de Macron, ce dernier « aurait eu à cœur de corriger son image de Président des riches... ». Sauf que sa politique qu'il n'entend en rien abandonner parle d'elle-même, les riches sont toujours plus riches en France et dans le monde. Les 500 plus grosses fortunes mondiales (dont 13 en France) ont accumulé 838 milliards d'euros en 2017, hissant leur pactole à 4442 milliards (+ 23 %). A côté de cela, pas de coup de pouce au SMIC, une augmentation ridicule des pensions, des prix à la consommation en hausse constante. Et la taxe d'habitation dont la suppression va entraîner moins de réponses aux besoins sociaux dans les territoires, risque de se faire voler la place par l'augmentation du prix du diesel pour au moins égaler celui du prix du super (comme quoi aligner par le haut, c'est possible !). Du coup, un impôt pouvant en cacher un autre, l'opération tromperie pourrait bien se terminer à la station pompe à essence fiscale ! Les 1.7 % de hausse de la CSG pour le plus grand nombre de retraités apparaissent bien comme une mesure qui vise à fragiliser les plus faibles pour le compte des intérêts des plus nantis, les vrais. Loin des effets de communication, il nous faut trouver toutes les ressources pour construire le rapport de forces qui nous faire gagner sur nos revendications. Pour cela la CGT est toujours disponible pour l'action, pour l'unité d'action des salariés et des organisations syndicales. Alors pour ne pas subir la horde sauvage des millionnaires de ministres tout entier dévoués à la cause du MEDEF, agissons, engageons-nous, syndiquons-nous et tout peut changer.



Carte de vœux au président de la République

Une carte de vœux de lutte a été mise à disposition dans les syndicats départementaux. Demandez-la pour la signer et rappeler toujours avec insistance la prise en compte des revendications des retraités. Les cartes seront déposées en préfectures fin janvier.

Chiffres du chômage de novembre 2017 :

Les nouveaux chiffres du chômage montrent une baisse de la catégorie A (-0,8 % sur 1 mois, -2,4 % sur 3 mois) minime sur un an à -0,1 %. La catégorie B a baissé sur 3 mois (-2,4%) mais continue d'augmenter sur 1 an (+ 4,2 %). On relève surtout une

explosion de la catégorie C, celle des demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois, avec plus + 4,5% sur 3 mois et + 9,2% sur 1 an. La reprise de l'emploi se fait donc par les emplois précaires. Les intentions du gouvernement pour durcir le contrôle des chômeurs ne feraient qu'aggraver cette augmentation de la précarité. La CGT ne laissera pas le gouvernement et le Patronat insulter et culpabiliser les demandeurs d'emploi.

Pôle Emploi Le gouvernement impose un budget de casse au détriment des droits des privés d'emploi !

La CGT s'oppose à la baisse de la participation de l'État et a voté contre le budget de Pôle Emploi lors du CA du 19 décembre 2017. D'autres organisations syndicales se sont abstenues, signe d'énervement, tandis que le Medef approuvait. Le gouvernement sabre de 50 millions d'euros les moyens alloués à Pôle Emploi, ce qui va se traduire par la

suppression de près de 1200 postes dont 300 CDI et des contrats aidés. À la place, 3200 contrats de services civiques seront conclus : Pôle Emploi va donc détruire des emplois de personnels qualifiés pour créer de la précarité ! Bel exemple de double langage du gouvernement au moment où s'ouvre la « concertation » sur une réforme de l'assurance chômage.

*Le Collectif du Flash
Info vous souhaite ses
meilleurs vœux pour faire
de 2018 une grande
année de luttes et de
succès*



Santé : Coups de rabot dans la prévention !

Bercy demanderait dans une note, une réduction de ce budget de 15% (sur le fonctionnement) et 10% (sur les effectifs) qui impacterait l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et les services de prévention des Carsat. Les coups de rabot sans discernement sont porteurs de désespérance pour les équipes mobilisées au service de la prévention : les Carsat, l'INRS, Eurogip ainsi que l'ensemble de la communauté de la Sécurité Sociale. La CGT a demandé un moratoire budgétaire.

Convention quinquennale Etat-Action logement : Hold-up sur les droits des salariés !

Le conseil d'administration d'Action logement groupe du 20 décembre 2017 avait à son ordre du jour la validation de la nouvelle convention quinquennale 2018/2022 qui fixe les lignes directrices d'emplois de la Participation des Employeurs à l'Effort de construction (PEEC). Depuis des années les ressources d'Action logement servent pour financer les politiques publiques de logement, alors que leur objet essentiel est d'assurer l'accès au logement des salariés. La CGT est la seule organisation syndicale à s'être exprimée contre.

SMIC : un rapport explosif

Un rapport d'experts préconise de ne pas accorder de coup de pouce, de stopper sa revalorisation automatique. Il demande en fait de geler le niveau du SMIC sur plusieurs années. Cette tentative de dynamitage porte loin contre aussi les minima sociaux, les salaires etc.

Revalorisation du Smic : pas de cadeau pour les salariés les plus modestes

Sans même attendre l'avis des organisations syndicales le

gouvernement a décidé d'augmenter le Smic au minimum le 1er janvier 2018, soit 1,24 % ou 50 centimes par jour ! Bel acte de mépris pour deux millions de salariés et pour les organisations syndicales. Augmenter le Smic est indispensable, la CGT le revendique à 1800 € bruts mensuels. Elle invite les salariés à agir pour revaloriser le travail.

Négociation formation professionnelle continue : un projet patronal dangereux pour le pays

Ce texte est un catalogue complet des revendications patronales. Il est dangereux pour le pays, sa jeunesse, ses travailleurs. Il l'est aussi pour ses entreprises dans un contexte où les besoins en qualification des travailleurs sont essentiels pour répondre aux enjeux économiques et sociaux actuels.

Assurance chômage : des discussions sous haute surveillance

Après une première réunion, une concertation sur le devenir de l'assurance chômage s'est tenue. Des négociations vont donc probablement s'ouvrir entre patronat et syndicats. Elles vont débiter par un cadeau pour le Medef sur la notion de précarité. La CGT rappelle que le seul système juste de protection sociale est basé sur la cotisation ouvrant des droits. Elle s'oppose au glissement vers un « filet de sécurité » minimal financé par l'impôt

Syndicalisation

Les assemblées générales de remise de FNI battent leur plein. Trente ont déjà eu lieu ou sont programmées dans les départements. Tout cela concourt à la préparation du 36^{ème} congrès fédéral se septembre prochain. A cet effet, une consultation est mise à disposition des syndiqués pour qu'ils participent à l'élaboration du document d'orientation.

INTERNATIONAL

Stop aux harcèlements syndicaux en République de Corée, comme en France et dans le monde

La Cgt proteste énergiquement contre les violations des droits humains en République de Corée. Elle apporte son soutien aux camarades de KCTU (confédération coréenne des syndicats) et plus particulièrement à la camarade LEE Young-Joo, Secrétaire générale de KCTU qui vient d'être violemment arrêtée dans les locaux de la confédération. La CGT exige sa libération immédiate.

Philippines : solidarité avec les populations et les travailleurs

Le 23 décembre dernier, la tempête tropicale TEMBIN faisait plus de 200 morts et plus de 70 000 personnes déplacées. Le même jour, un incendie faisait au moins 37 morts dont 29 parmi les salarié-e-s de centres d'appel. La CGT a pris contact avec SENTRO, confédération syndicale des Philippines, pour lui apporter son soutien. La France a adopté, le 27 mars 2017, la loi sur le « devoir de vigilance » et un groupe de plus de 900 organisations civiles et ONG dont la CGT s'est engagé pour que cette loi devienne un traité de l'ONU et acquière ainsi une valeur contraignante pour les sociétés transnationales.

L'union Européenne tente de saboter un processus de négociation onusien pour un traité contraignant garantissant le respect des droits humains par les multinationales

A l'assemblée générale des Nations Unies, l'Union Européenne a déposé une résolution visant à supprimer le budget alloué au fonctionnement du groupe intergouvernemental pourtant très important, en charge d'établir un instrument international juridiquement contraignant pour les sociétés transnationales et autres entreprises afin de les obliger à respecter les droits humains.

Bruxelles : manifestation des retraités le 19 décembre 2017

Plusieurs dizaines de milliers de salariés ont manifesté contre la volonté du gouvernement belge d'instaurer la retraite par points et de relever l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans.

